

*Prime  
exceptionnelle :  
Des Gilets jaunes  
aux billets verts ?*

# *l'étincelle*

*Ghosh inculpé, guerre  
de succession à Nissan...  
Nid de vipères et gros  
salaires*

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 18 décembre 2018

## ***Gilets jaunes et chiffons rouges***

**Il faut croire que c'est la panique pour que le gouvernement ait instauré samedi dernier un véritable état de siège dans plusieurs grandes villes. A Paris, il n'y a pas été de main morte pour décourager les Gilets jaunes de manifester : hélicoptères, blindés, stations de métro et de RER fermées... Mais surtout de nombreux barrages aux entrées de Paris, contrôlant l'arrivée des Gilets jaunes venus de régions et des fouilles au corps contre les murs pour ceux qui sortaient des grandes gares.**

### ***Dramatisation***

Mais la pression mise sur les Gilets jaunes est aussi psychologique, avec des chaînes de télévision en boucle sur la baisse des ventes des commerçants. Qu'on se rassure, ni Carrefour ni Le Printemps ne risquent de mettre la clé sous la porte. Et ce qui ruine les petits commerces, c'est bien plus la concurrence des grandes enseignes que quelques blocages de ronds-points. La colère des Gilets jaunes est légitime, disent-ils... à condition qu'elle ne trouble pas l'économie. Mais tant qu'elle ne gêne personne, le gouvernement n'en a cure.

### ***Les bonnes œuvres du patronat***

D'un autre côté, Macron estime avoir suffisamment lâché de lest, notamment sur le SMIC. Mais cela ne coûtera rien au patronat, puisque c'est la Caisse d'Allocations Familiales qui paiera la hausse de la prime d'activité. Pas question de revenir à l'ISF. Et il n'a même pas évoqué le CICE, qui exonère de 20 milliards d'euros par an les grands patrons français et n'a créé aucun emploi.

Pour calmer la colère, le grand patronat va lâcher ici ou là quelques primes exonérées d'impôts et de cotisations sociales. Mais pas touche aux salaires. Il s'en tire bien. Là où cette prime sera versée, les salariés pourront tout de même dire merci aux Gilets jaunes, qui par leur détermination ont obligé le gouvernement et le MEDEF à quelques reculs.

### ***De la RICupération dans l'air***

Mais revoilà tous ceux, de Mélenchon à Le Pen en passant par des représentants des Gilets jaunes, qui voudraient se servir de l'éteignoir électoral, en visant les prochaines élections ou en agitant le leurre d'un Referendum d'Initiative Citoyenne (RIC). De

quoi illusionner certains Gilets jaunes, dont le mouvement est aussi politique et qui cherchent des solutions au mépris et au déni de démocratie qu'ils subissent quel que soit le gouvernement au pouvoir.

Mais il y a un hic avec le RIC : celui-ci renvoie aux calendes grecques la réalisation de nombreuses revendications comme la hausse des salaires, des pensions et des minimas sociaux, ou la baisse de la TVA et des loyers. Et aucun referendum ne pourra transformer cet Etat au service du patronat et des plus riches, en un Etat au service des travailleurs et des plus pauvres. Pour cela, il n'y a que le rapport de force qui pourra l'imposer.

### ***En attendant le RIC, la trique***

Le gouvernement, quant à lui, par la voix d'Edouard Philippe, agite à son tour le chiffon rouge du référendum, en espérant y trouver une porte de sortie. Il promet « l'ouverture d'un débat sur le référendum d'initiative citoyenne », après avoir fait hypocritement son mea culpa : « Nous n'avons pas assez écouté les Français » ! Après la fausse augmentation du SMIC, voilà une fois de plus l'arnaque du bulletin de vote, via le référendum. Et dans le même temps, Christophe Castaner, le ministre de l'Intérieur, brandit la menace d'évacuer par la force cette semaine tous les ronds-points. La carotte d'un côté, le bâton de l'autre.

### ***Mais ce n'est qu'un début...***

Macron et le patronat espèrent s'en tirer à bon compte. Mais le mouvement des Gilets jaunes n'est pas fini. Les quelques miettes qui viennent d'être lâchées sont loin de répondre à l'injustice fiscale et sociale, et à l'absence de réelle démocratie. Les Gilets jaunes ont montré que le gouvernement et le patronat pouvaient reculer. C'est un premier acquis.

## **Fléxitélétravail**

Un nouvel accord sur le télétravail devrait être validé en janvier 2019. Au menu : deux jours de télétravail par semaine, des dérogations pour obtenir plus alors que l'accord actuel va jusqu'à quatre jours, des jours variables selon ses besoins personnels mais aussi du service, un poste de travail en libre-accès pendant ses absences, des aides financières supprimées... La direction profite de l'aspiration au télétravail pour faire des économies et imposer plus de flexibilité. Chez soi ou au bureau, on n'échappe pas à son patron !

## **Syndrome de Boulogne**

Les administrateurs salariés de Renault se sont fendus d'une déclaration sur la « *détention de notre président-directeur général* ». Une déclaration en forme de soutien où ils défendent, comme la direction, que Ghosn a droit à la « présomption d'innocence » (si chère à Ghosn comme s'en souviennent sans doute les faux espions de Renault). Ces administrateurs n'apportent aucun élément nouveau, se justifiant par une « stricte obligation de réserve » vis-à-vis des salariés qui les ont élus. En voilà qui auront bien mérité leurs jetons de présence.

## **Panier de crabes**

Le Financial Times a dévoilé le nom de celui qui aurait permis à la justice japonaise d'inculper Ghosn : Hari Nada, un vétéran de Nissan, prédécesseur de Greg Kelly, et un des très proches de Carlos Ghosn. D'après ses déclarations, « *le fardeau était devenu trop lourd à porter pour lui* ». A moins qu'il n'ait été poussé à faire ses révélations par Saikawa, le directeur de Nissan et rival de Ghosn. On n'est jamais trahi que par les siens.

## **Après Ghosn, à qui le tour ?**

L'enquête menée par Nissan sur Ghosn a de quoi susciter des sueurs froides chez certains directeurs de Renault. Selon celle-ci, RNBV, la filiale commune Renault-Nissan basée à Amsterdam, pourrait abriter des pratiques douteuses impliquant un ou plusieurs dirigeants de Renault. « *Plusieurs membres du Conseil exécutif sont également administrateurs de la société ZI-A Capital* », une filiale de Nissan aux Pays-Bas qui aurait financé, via un paradis fiscal, les résidences privées de Ghosn à Rio et Beyrouth... A Renault, l'enquête interne a blanchi Ghosn et on se serre les coudes... jusqu'à maintenant.

## **Si tu vas à Rio...**

Nissan a porté plainte contre la sœur de Carlos Ghosn pour « enrichissement injustifié ». Celle-ci aurait touché 100 000 € par an pour un emploi fictif de consultante et habitait l'appartement de Rio que Nissan avait acheté pour son frère. En plus d'avoir le sens des affaires, Ghosn a aussi le sens de la famille !

## **Remplaçable**

Ghosn a été inculqué au Japon pour dissimulation de revenus, et reste en garde à vue pour de nouvelles charges. Si le Conseil d'administration de Renault a officiellement maintenu Ghosn à la tête de Renault « à l'unanimité », les inquiétudes commencent à se faire sentir. L'Etat français s'est mis à chercher un remplaçant et certains administrateurs émettent en effet des doutes. Il y aurait donc une vie après Ghosn ?!

## **Un PDG qui a de la réserve**

L'enquête sur les malversations de Ghosn aurait révélé l'existence d'un fonds secret, appelé la « *réserve DG* », pouvant contenir « *quelques centaines de millions de Dollars* » et destiné aux dépenses personnelles de Ghosn et de ses proches collaborateurs. C'est sûr qu'avec 15 millions d'euros par an, on a dû mal à s'en sortir.

## **Bientôt une prime Gilets jaunes ?**

Dans un communiqué du 14 décembre, la direction de Renault annonce que « *pour faire suite aux mesures annoncées par le président de la République le 10 décembre* », elle serait « *favorable à l'attribution d'une prime exceptionnelle de fin d'année, nette d'impôts et de charges* ». Elle n'en précise ni les critères, ni la date d'attribution, ni son montant, se disant en attente d'un cadre législatif. Une prime qui ne l'exonère pas d'augmenter les salaires. Les bénéficiaires pourront surtout en remercier les Gilets jaunes et tous les salariés Renault et prestataires qui ont participé à ce mouvement.

## **Cofelyminés**

Cofely (filiale d'Engie qui s'occupe de la maintenance du TCR), a remporté l'appel d'offres lancé par Renault, et reste donc à Guyancourt. Pour réduire ses coûts, Cofely remplace au passage plusieurs dizaines de salariés par d'autres payés au SMIC, car employés par une de ses filiales, Eseis, qui fait de l'insertion professionnelle. Quant aux techniciens qui travaillaient au TCR depuis 10 ou 15 ans, ils sont forcés d'aller sur d'autres sites, souvent plus éloignés de leur domicile ou avec de plus mauvaises conditions de travail. Virer des salariés pour en embaucher d'autres moins payés, c'est la conception de la réinsertion selon Cofely.

## **Ford Blanquefort : non à la fermeture**

Alors que Ford a fait 7 milliards de dollars de profits en 2017 et a largement profité de millions d'aides publiques, il vient de rejeter le plan de reprise de son usine de Blanquefort et annonce sa fermeture en 2019. 850 emplois directs et 3 000 induits seraient détruits. Mais les salariés comptent bien se battre pour maintenir les emplois et faire payer Ford.